

Innovation :

« mais jusqu'où s'arrêteront-ils ? »

Valérie SULTAN

Depuis quelques années, les discours sur l'innovation saturent l'espace politique et économique. Hors de l'innovation point de salut ! Bien souvent, cette obsession de l'innovation vient se substituer à toute réflexion de fond. Pourtant, les injonctions lancinantes à « faire du neuf » ont produit bien peu d'innovations véritables, quand elles n'ont pas chuté sur des régressions préoccupantes. Le « tourbillon innovant » s'impose aujourd'hui à nous comme une doxa à laquelle nous devrions tous nous plier sans discuter, sous peine de devenir ces fameux « enseignants immobilistes qui refusent de bouger ». Tout cela doit être interrogé. Comment déconstruire cette doxa ? Qu'est-ce qui se cache derrière ? Et comment penser de manière vraiment efficace l'évolution de notre système éducatif ?

L'innovation est-elle toujours positive ?

D'aucuns prétendent que les problèmes de notre pays viendraient d'un « déficit d'innovation ». Les critiques pleuvent sur un prétendu « vieux monde », qu'il serait urgent de balayer pour que tout aille mieux. Ce postulat résiste-t-il toutefois à l'analyse ? On peut également s'interroger sur cette stupéfiante inflation du « post », qui vient tout envahir : « post-modernisme », « post-industrialisation », « post-féminisme » et même « post-vérité » ! Tout ce qui n'est pas « post », même si c'est récent, est rapidement voué à sombrer dans les oubliettes de la « ringardise ». Comment ne pas être pris de vertige face à cette délirante injonction du « post », au nom de laquelle les idées ou les concepts ne sont plus jugés à l'aune de leur pertinence ou de leur validité scientifique mais plutôt à leur degré de « nouveauté » par rapport à ce qu'il y avait avant ? Après tout, la pharmacie a progressé de manière considérable pendant le siècle écoulé et de très nombreuses molécules nouvelles ont été mises sur le marché, pour le meilleur... parfois aussi pour le pire. Faut-il pour

autant invalider la bonne vieille aspirine, qui continue à rendre bien des services ? L'autre présupposé consiste à doter « l'innovation » de pouvoirs magiques susceptibles de tout résoudre. On peut d'ailleurs s'étonner que cette innovation soit systématiquement présentée sous un versant toujours positif alors qu'elle n'est pas forcément synonyme de progrès, loin s'en faut : après tout, l'humanité conçoit tous les jours des drogues, des pesticides des engins de torture, des modes d'exploitation des salariés ou des armes de destruction massive de plus en plus « innovants » !

Des « pseudo-innovations » qui accentuent les inégalités...

Depuis une vingtaine d'années, on a vu passer dans l'éducation nationale une quantité astronomique de réformes prétendument « innovantes » qui se sont empilées les unes sur les autres sans aucun bilan. Dans le même temps, le « turn over » de nos autorités de tutelle est devenu infernal. En bout de chaîne, ce sont toujours les personnels et les élèves qui font les frais de cet emballement absurde. Ce n'est pourtant pas aux « kilomètres de réformes à la minute » qu'on évalue l'efficacité d'une politique mais bien à leur pertinence !

On attend toujours des preuves selon lesquelles cette pluie de « réformes innovantes » qui s'est abattue sur notre système éducatif a permis d'améliorer réellement les conditions de travail, de réduire les inégalités, de lutter efficacement contre l'absentéisme et le décrochage, d'améliorer le taux d'encadrement des élèves, de permettre une meilleure formation des personnels, de favoriser la mixité, de mieux transmettre les savoirs, de transformer la massification en réelle démocratisation, d'améliorer le fonctionnement des établissements au quotidien, en débouchant sur un « pilotage » plus pertinent du système éducatif et un fonctionnement plus démocratique de ses instances.

À qui ces contre-réformes ont-elles profité au bout du compte ? Globalement à personne, et surtout pas à ceux qui n'ont que l'école pour réussir. Invariablement, les évaluations concluent sur le creusement des inégalités et on voit bien se dessiner un retour vers une école duelle, de plus en plus clivée doublée de lourdes atteintes à la qualité du service public, sur fond d'économies d'échelle, habilement maquillées en « optimisation des performances »...

Une vision caricaturale du monde, portée par une petite poignée de décideurs

Ces multiples réformes prétendent « innovantes », outre l'effet d'écoërement qu'elles génèrent, posent une fois de plus la question du « qui décide ? » Le service public doit pourtant être défendu collectivement car il représente l'intérêt général. L'école publique appartient à tout le monde et on ne saurait accepter que son avenir soit confisqué par une petite poignée d'individus. Les récentes réformes, imposées à la hussarde, parfois même avec une violence inouïe, n'ont fait l'objet d'aucun débat de fond, alors que l'école en aurait bien besoin. On aurait aimé que ce débat puisse être mené sereinement, sans que nos décideurs clivent artificiellement les problématiques en jouant sans arrêt "les anciens contre les modernes", les « disciplines » contre « l'interdisciplinarité », « l'effort » et « l'ennui » contre « l'épanouissement » et le « plaisir », les « immobilistes » contre les « réformateurs », « l'allemand et les langues anciennes » contre « l'égalité », les « cours magistraux » contre les « pédagogies modernes », le « retour aux fondamentaux » contre « les programmes trop lourds »... On peut attendre autre chose de la part de ceux qui nous dirigent que cette vision complètement fautive, réductrice et caricaturale du monde.

Innovation versus maintenance...

Pendant qu'on nous rebat les oreilles avec les « start-up innovantes », les bienfaits de la « mobilité permanente » et les « miracles du tout numérique », les activités consacrées à la maintenance sont étrangement absentes du discours politique, sauf à dénoncer le coût qu'elles représentent pour la nation. Les personnels chargés d'assurer cette maintenance sont maintenus dans l'invisibilité sociale, sauf lorsqu'ils se mettent en grève pour dénoncer la dégradation des services publics. En toute logique, ils deviennent alors ceux qui

« bloquent le pays » et « l'empêchent d'avancer » ! Même si l'innovation peut sembler séduisante au premier abord, on peut aussi apprécier de rouler sur une route qui n'a pas de trous, d'avoir de l'eau potable qui coule de notre robinet, d'être à l'abri des coupures de courant, d'avoir un réseau ferroviaire bien entretenu, des déchets collectés, des infrastructures en bon état, des hôpitaux et des écoles qui fonctionnent, avec des personnels formés et remplacés... On ne dira jamais à quel point l'entretien de l'existant est indispensable pour pérenniser une société, maintenir une bonne qualité de vie... et même permettre le bon fonctionnement de son économie ! Alors que les activités tournées vers « l'innovation » sont survalorisées, (on se demande bien pourquoi), le mépris de classe touche largement les professions liées à la maintenance, ce qui ne fait qu'accroître la division du travail. Et ne parlons même pas de cette idée reçue, fautive mais pourtant si tenace, selon laquelle un employé, un agriculteur, un infirmier, un technicien, un enseignant ou un ouvrier ne pourraient pas être naturellement innovants dans l'exercice quotidien de leur activité. Où l'on retrouve le fameux débat sur les concepteurs et les exécutants. Or, on conteste trop souvent à ces derniers le droit d'exister comme « sujets » dans leur champ professionnel.

La pédagogie nouvelle, telle que portée par le GFEN n'a pas vocation à se présenter comme une « vitrine innovante », détachée du monde réel. Elle ne perd pas non plus de vue l'un des objectifs essentiels de l'école, qui est d'assurer à une société la transmission des savoirs par-delà le renouvellement des générations, ce qui n'est pas rien comme activité de maintenance ! En mettant l'accent sur « l'ordinaire de la classe » elle s'intéresse avant tout au terrain, aux activités pédagogiques sur le temps long, elle prend en compte le piétinement du réel, les routines d'apprentissage, la réalité des pratiques, le fond de la relation pédagogique, les obstacles de tous les jours, loin des paillettes et autres opérations de « communication »...

Innovation et conservatisme

Peut-être que le temps est venu de faire également un sort au mot « conservatisme » trop souvent associé à une idéologie réactionnaire. Il existe pourtant une autre définition du mot : être conservateur, c'est avoir le souci de conserver un système en bon état de marche, ce qui représente au passage, une condition essentielle pour toute innovation véritable. Au fond, quoi de plus

progressiste que le conservatisme dès lors qu'il s'agit de défendre des acquis sociaux essentiels et obtenus de haute lutte comme par exemple la Sécurité sociale ?

La question de l'historicité

Au nom du « délire de l'innovation », on préconise bien souvent de jeter tout ce qu'il y avait avant par-dessus bord. Certaines pratiques pédagogiques, présentées aujourd'hui comme « innovantes » sont pourtant vieilles d'un siècle. Comment en est-on arrivé à une telle confusion ? L'effacement de la mémoire de notre système éducatif, qui n'est pas du tout une stratégie innocente, conduit à l'éclosion de toutes sortes de gourous et autres charlatans pédagogiques qui prétendent tout résoudre et qui disent avoir trouvé LA solution miracle pour que tout s'arrange, à l'image de Céline Alvarez. Ces individus, soutenus par des think tanks libéraux et autres associations peu recommandables servent de caution pour dévaloriser systématiquement les services publics, considérés comme ringards, inefficaces et rétifs à toute innovation... Inutile d'être grand clerc pour deviner quels sont les objectifs de cette entreprise de décrédibilisation délibérée!

Aujourd'hui, le discours sur notre système éducatif est devenu à la fois délirant et amnésique. On voit surgir en permanence des débats qui sortent de nulle part : le dernier en date avait pour thématique « faut-il supprimer ou non les notes ? » et passait sous silence trente ans de recherche sur le sujet. À chaque nouveau débat sur l'école on repart systématiquement de zéro, comme si jamais rien n'avait existé auparavant. Cette mémoire, essentielle pour notre métier, est en train de disparaître peu à peu.

En attaquant la formation initiale et continue, en liquidant les associations pédagogiques, les instituts de recherche, les bibliothèques, les archives, en asphyxiant l'enseignement supérieur, on démolit du même coup notre histoire et notre passé, on efface d'un revers de main des décennies de réflexion et d'expérience.

Parmi les nouveaux enseignants qui entrent en fonction, combien connaissent encore les noms des grands penseurs et des mouvements qui ont fondé la pédagogie moderne ? Cette démarche destructrice conduit à organiser sciemment une gigantesque panne de transmission du métier, à fabriquer une éducation nationale complètement amnésique de son passé, une sorte de terre vierge où les enseignants seront voués à errer dans une

perpétuelle obscurité ou à réinventer sans arrêt la poudre, pendant que l'école subira la régression la plus gigantesque de son histoire, tout cela au nom de « l'innovation » et du « changement » ! Il est tellement plus facile de convaincre les personnels du bien-fondé des réformes les plus régressives s'ils n'ont jamais connu autre chose... Et comment pourront-ils savoir où ils vont s'ils ne savent plus d'où ils viennent et qu'on les oblige à conduire sans rétroviser ?

Tout cela n'est pas étranger à la douloureuse perte de sens par rapport au métier, ressentie par de nombreux personnels.

Un pas en avant... deux pas en arrière !

Où l'on découvre qu'en matière d'innovation, « c'est pas toujours celui qui le dit qui y est », comme diraient nos élèves ! En nous faisant passer de l'école pour tous à l'école du chacun pour soi sur fond de différenciation pédagogique (encore un « nec plus ultra » qui n'a pourtant jamais fait ses preuves), le tout sur fond d'autonomie des établissements, on renvoie les personnels et les élèves à eux-mêmes pour résoudre les difficultés. Dans quels travaux scientifiques a-t-on pourtant vu jouer que cette stratégie était efficace pour réduire les inégalités ? L'échec scolaire a pourtant partout le même visage... Grâce à de nombreux travaux de recherche, souvent passionnants mais insuffisamment diffusés, les mécanismes du décrochage sont de mieux en mieux connus. Il revient à l'éducation nationale d'œuvrer bien davantage à la formation initiale et continue des personnels, en leur fournissant non pas des bonnes pratiques clefs en main, non pas des poncifs et des idées reçues, non pas des injonctions dépourvues de sens mais plutôt une réflexion théorique et didactique très solide, afin qu'ils soient en mesure de réfléchir et d'agir pour surmonter des difficultés qui les poussent bien souvent dans leurs derniers retranchements professionnels.

Même si les personnels innovent tous les jours dans les écoles, il serait insensé d'imaginer qu'ils arriveront à s'en sortir isolément et par le système D pour résoudre les difficultés les plus graves, quelle que soit leur bonne volonté. Les recherches vraiment novatrices existent, en effet... mais ce qui n'existe toujours pas, c'est la volonté de les faire partager par tous !

Pour une innovation bien pensée

Parce que le vieux GFEN est porteur « d'éducation nouvelle », ce qui n'a rien de paradoxal bien au contraire, il nous semble important de préciser, selon nous, ce qu'innover veut dire car le discours que nous portons est trop souvent mal compris, et dévoyé à des fins peu recommandables. Rappelons tout d'abord qu'il existe une différence de taille entre « enseigner autrement » et enseigner « n'importe comment » : en clair, il ne s'agit pas de cautionner tout et n'importe quoi sous prétexte que c'est nouveau. Inventer des démarches pédagogiques réellement novatrices, confronter les idées, produire une pensée pertinente, tout cela demande du temps et de la réflexion. En d'autres termes, on n'innove pas toutes les cinq minutes au GFEN ! Il nous arrive aussi de passer un temps considérable à perfectionner tout simplement un concept que l'on avait « innové »... il y a trente ans ! À l'écart des modes, le GFEN n'hésite pas non plus à se décentrer pour inventer des démarches autour d'activités pédagogiques tombées en désuétude et auxquelles plus grand monde ne s'intéresse aujourd'hui mais qui méritent pourtant d'être revisitées, comme par exemple la copie...

Pour nous, il est essentiel que les personnels soient partie prenante dans la réflexion pédagogique au lieu de leur imposer sans arrêt un prêt-à-penser venu d'en haut car ce sont bien eux qui ont entre les mains les clefs d'une véritable transformation en profondeur de notre système éducatif. Pour cela, il faut leur assurer des conditions de travail sereines et stables. Comme on le constate tous les jours, l'innovation pédagogique véritable est faite de petites inflexions successives plutôt que de grands bouleversements magiques sortis du chapeau. Alors que nos dirigeants cautionnent trop souvent des pseudo-nouveautés qui ne conduisent à aucune amélioration du système, les innovations véritables sont laissées de côté, surtout lorsqu'elles permettent vraiment de démocratiser l'école en profondeur tout en réduisant les inégalités sociales. On voit bien à quel point les débats qui traversent l'école sont éminemment politiques. À l'autre bout de la chaîne les éternels pourfendeurs du « pédagogisme » dissimulent bien mal leur opposition farouche à toute réflexion pédagogique, quelle qu'en soit la nature, mais aussi le refus assumé de penser le métier d'enseignant et de transformer la massification scolaire en véritable démocratisation. Leurs

objectifs ne sont décidément pas les nôtres. Une innovation bien pensée devrait pourtant viser la réussite de l'ensemble des élèves mais de toute évidence, le « tous capables » est un concept qui ne plaît pas à tout le monde !

Bien sûr, il y a longtemps que nous nous sommes habitués aux discours délirants sur le système éducatif, aux billevesées dénuées de tout fondement scientifique, aux injonctions venues de toutes parts, à la surenchère des doxas qui nous sont infligées en permanence par ceux (et Dieu sait s'ils sont nombreux !) qui « savent comment enseigner », même lorsqu'ils n'y connaissent pas grand-chose. Si le mystère parfois très épais des mécanismes de la transmission des connaissances avait été résolu une bonne fois pour toutes, il nous semble que cela se saurait et que l'échec scolaire serait résolu depuis longtemps. Notre système éducatif s'accommode décidément bien mal de la temporalité politico-médiatique et des discours à l'emporte-pièce qui prétendent tout résoudre. Rappelons qu'il faut près de vingt ans pour former un élève. Voilà qui devrait inciter nos décideurs successifs à reconnaître leurs propres limites et à se conduire avec un peu plus d'humilité... ♦

INNOVATION

18ème s : **innovation** prend le sens de « chose nouvelle », appliqué au monde industriel.

Le modèle linéaire : découverte (science fondamentale), invention (machines fonctionnant), innovation (invention trouvant un marché), que ramasse la devise de l'exposition de Chicago (1833), « *La science prouve, l'industrie applique et l'homme suit* », n'est pas le réel (Didier Roux « Découverte fondamentale, invention technologique, innovation : un voyage scientifique », *France Culture*, Les Cours du Collège de France, 23 mai-1er juin 2017). Aux innovateurs, au vieux fantôme technocratique saint-simonien, le GFEN préfère les praticiens-chercheurs. Tous chercheurs, tous créateurs.